



ROMAINVILLE

AMENAGEMENT PRENEUR SUR LE SITE DE LA FONDATION FIMINCO

POUR LE CNSAD-PSL

PHASE : PRO

CCTP – LOT 00 : GENERALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS

<u>Pouvoir adjudicateur</u>	Le Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique – PSL Bâtiment RAULIN 93063 ROMAINVILLE
<u>Architecte</u>  L'ARCHISENS <small>IMAGINER. CONSEILLER. REALISER</small>	L'ARCHISENS 43, rue Pierre Curie 78 000 VERSAILLES Tél : 01 39 53 57 43
<u>Scénographe</u>  scenarchie <small>scénographie / audiovisuel / digital</small>	SCENARCHIE 1, rue René et Isa Lefèvre 93450 L'ILE SAINT DENIS Tél : 01 42 43 03 93

I	PREAMBULE – PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES	3
1.1	Présentation du projet	3
1.2	Etendue des travaux	3
1.3	Classement du bâtiment	4
1.4	Présentation du présent C.C.T.P	4
1.5	Prescriptions techniques réglementaires	4
a)	Textes généraux	4
1.6	Sécurité et hygiène pour la réalisation des travaux et la maintenance après réception	5
2	ETUDES ET OFFRE DE L'ENTREPRISE	7
2.1	Reconnaissance du site – prise de possession du chantier	7
2.2	Interprétation des documents de l'étude	7
2.3	Sujétions diverses comprises dans les prix	8
2.4	Etablissement des quantités, des détails estimatifs	8
2.5	Plans d'exécutions et de fabrication, détails de mise en œuvre, schéma, etc	8
2.6	Période de préparation	9
2.7	Demandes diverses	9
2.8	Marques – échantillons – prototypes	9
2.9	Vérifications techniques	10
3	PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA COORDINATION INTERENTREPRISES	11
3.1	Coordination des travaux	11
3.2	Réservations – percements dans le neuf et l'existant	11
	-Percements dans éléments existants et neufs : non porteurs	11
3.3	Scellements – rebouchages	11
3.4	Réception des supports	12
3.5	Fermeture provisoire du chantier	12
3.6	Evacuation des gravats – traitement des déchets	12
3.7	Nettoyages- gravats	13
4	PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES OUVRAGES	14
4.1	Protection des existants	14
4.2	Protection des ouvrages mis en œuvre jusqu'à la réception	14
5	PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA RECEPTION DES TRAVAUX	15
5.1	Essais de matériaux et de mise en œuvre	15
5.2	Dossiers des ouvrages exécutés et dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages	15
5.3	Assistance à la réception des ouvrages	16
5.4	Garantie de l'entreprise	16
5.5	Contrôle en fin de période de garantie	16

I PREAMBULE – PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

I.1 Présentation du projet

Le présent projet concerne les travaux d'aménagement d'un ancien bâtiment industriel pour le transformer en un conservatoire pour le CNSAD (conservatoire national supérieur d'art dramatique) situé à Romainville 93230. Afin de clarifier, le projet se présente sous la forme d'un partenariat « Bailleur-Preneur », la promotion et les travaux d'aménagement étant assurés par la société FIMINCO, le CNSAD en sera locataire à l'issu pour une période définit encadrer par un contrat locatif.

I.2 Etendue des travaux

Les travaux consistent en la réalisation des travaux d'aménagements intérieur dit « travaux preneurs ».
D'une façon générale et sauf spécifications particulières du C.C.T.P., les prestations dues au titre du présent marché concernent exclusivement celles incluses dans l'emprise du bâtiment.
Tous les travaux s'entendent parachevés ; les locaux et matériels livrés en état d'utilisation, autocontrôle effectué, ayant subi le contrôle de conformité réglementaire des autorités compétentes

I.3 Classement du bâtiment

Le bâtiment au titre de son usage est classé ERP type R et L de 3^{ème} catégorie, limité à 699 personnes.

Il s'élève de 2 niveaux sur Rez-de-Chaussée avec un niveau en Sous-Sol. Le niveau du Sous-Sol est inaccessible au Public.

Il se compose de la manière suivante :

Au Sous-Sol I :

- Local technique AEP,
- Local technique Elec
- Locaux Réserves,

Au RDC :

- Salle de représentation de 100 places repérée « salle 100-1 »,
- Salle de représentation de 100 places repérée « Salle 100-2 »,
- Salle de travail et de représentation repérée « Boite noire 1 »,
- Salle de travail et de représentation repérée « Boite noire 2 »,
- Loges,
- Locaux stockage,
- Local couture,
- Buanderie,
- Atelier,
- Sanitaires,
- Hall d'accueil.

Au R+I :

- Salle d'enseignement repérée « studio cinéma »,
- Salle d'enseignement repérée « interprétation 1 et 2 »,
- Salle d'enseignement repérée « corps et espace 1 et 2 »,
- Local son,
- Local vidéo,
- Zone détente,
- Bureau des élèves,
- Vestiaires,
- Bureaux et salle de réunion,
- Locaux stockage,
- Sanitaires,

En toiture :

- Installations techniques

I.4 Présentation du présent C.C.T.P

Le présent C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières) forme un ensemble indissociable. Il est divisé en lots correspondant à un corps de métier, tous les lots doivent être connus de chaque entreprise intervenante. Une entreprise peut être attributaire d'un lot, de plusieurs lots ou de la totalité des lots.

La répartition des lots est la suivante :

- Lot 1 : Gradins
- Lot 3 : Aménagement
- Lot 4 : Électricité Scénique
- Lot 5 : Contrôle d'accès
- Lot 6 : SSI
- Lot 7 : GTB
- Lot 8 : Signalétique de sécurité – Extincteur
- Lot 9 : Équipement informatique

I.5 Prescriptions techniques réglementaires

Les prescriptions réglementaires s'appliquent dans leur totalité pour la réalisation des travaux.

a) Textes généraux

Le présent C.C.T.P. ne reprend pas dans le détail l'ensemble des textes généraux. Il est sous-entendu que tous les ouvrages seront réalisés conformément aux prescriptions de détails des documents définis ci-après ainsi qu'aux

Prescriptions réglementaires des textes officiels, lois et arrêtés s'appliquant à l'édification des constructions sur le territoire français.

Les principaux textes sont :

- le Code de l'Urbanisme,
- le Code de la Construction et de l'Habitation,
- le Code du Travail,
- le Code de la Santé Publique,
- les prescriptions techniques générales ci-après,
- l'ensemble des DTU publiés au jour de la remise des offres des entreprises avec leurs cahiers des charges et annexes du CSTB pour les matériaux non traditionnels,
- les avis techniques du CSTB pour les matériaux non traditionnels,
- l'ensemble des normes françaises définies par l'AFNOR,
- le règlement sanitaire départemental,
- la réglementation locale avec les arrêtés préfectoraux et municipaux,
- l'arrêté du 9 janvier 1995 du ministère de l'environnement concernant l'acoustique dans les locaux scolaires, les niveaux d'affaiblissement sont contractuels,
- les cahiers des charges techniques générales (C.C.T.G.),
- règlement des produits de construction (marquage CE) et règles professionnelles

Remarques importantes concernant la réglementation

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait qu'il devra prévoir dans son offre toutes les prestations nécessaires à la réalisation des travaux conformément aux normes en vigueur au moment de la consultation.

Il ne pourra pas être alloué à l'entreprise aucun supplément pour réaliser les travaux conformément aux normes en vigueur même si le descriptif est imprécis sauf si l'offre de l'entreprise comporte clairement indiqué sous forme de mémoire technique ou d'option libre, les travaux indispensables à la bonne exécution qui ne sont pas compris dans son prix global et forfaitaire.

De plus, l'entreprise devra signaler par courrier à la Maîtrise d'Ouvrage et aux Maîtres d'Œuvre, tout changement de la réglementation après la remise des offres et cela jusqu'à la réception des ouvrages. Le manquement à cette obligation imposera pour l'entreprise, la réalisation des travaux conformément aux nouvelles normes sans supplément de prix. S'agissant de nouveaux ouvrages, les prescriptions réglementaires s'appliquent dans leur totalité pour la réalisation des ouvrages décrits dans le projet.

L'attention des entreprises est attirée sur les objectifs réglementaires particuliers à l'opération en matière d'économies d'énergies et de qualité des matériaux.

1.6 Sécurité et hygiène pour la réalisation des travaux et la maintenance après réception

L'attention des entreprises et de tous les intervenants sur le chantier sera tout particulièrement attirée sur l'obligation de respecter au sens le plus strict toutes les dispositions relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs, tant au sens de la prévoyance que de la sécurité effective lors de la réalisation.

Les dispositions générales sont définies dans le Code du Travail par la loi 91-1414 en date du 31 décembre 1991, n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et dans le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié par le décret n° 95-608 en date du 6 mai 1995.

LOT 00 : GENERALITES

Au stade conception et lors de la mise au point des détails d'exécution, chaque entreprise intervenante devra avoir le souci de tenir compte de la sécurité pendant et après exécution.

L'attention des entreprises est également attirée sur le site de réalisation des travaux. Toutes les dispositions particulières qui en découlent devront être prises pour assurer la sécurité du personnel et l'interdiction permanente de l'accès au chantier.

2 ETUDES ET OFFRE DE L'ENTREPRISE

2.1 Reconnaissance du site – prise de possession du chantier

Au stade du projet, il sera fait obligation à l'entreprise de se rendre sur les lieux du chantier pour connaître les dispositions d'accès, les dispositions qu'elle a à prendre pour ses installations de chantier et ses stockages, les servitudes dues à l'environnement, aux règlements des voiries, etc.

En conséquence, il n'est jamais alloué de suppléments quelconques pour sujétions inhérentes à la prise de possession du chantier et à l'état existant qui, bien que non précisées ou imparfaitement précisées aux documents contractuels, s'avèreraient nécessaires.

Pour le lot SSI et courants faibles, ces travaux devront être anticipés afin de limiter les interfaces bailleur/preneur.

Lors de l'exécution des travaux, toutes les précautions seront prises et les protections nécessaires réalisées pour qu'au jour fixé pour la réception, les abords et les ouvrages créés soient laissés dans un parfait état de propreté sans gravois, détritus, matériaux, etc. et parfaitement remis en état.

2.2 Interprétation des documents de l'étude

Les documents écrits et graphiques établis par le Maître d'Œuvre ont pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter. Ils sont réalisés au stade projet.

Tous les plans et détails d'exécution et de fabrication seront établis par le ou les entreprises.

Avant tout établissement des plans et détails de fabrication, d'atelier et de chantier établis par ses soins, l'entrepreneur s'assurera de l'exactitude des cotes des plans et coupes établis par la Maîtrise d'Œuvre, de la bonne conformité des documents entre eux et fera part de ses éventuelles observations au Maître d'Œuvre.

Il convient de signaler que les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif et que chaque entrepreneur doit, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserves, tous les travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit.

Au stade de l'étude de prix, certains plans techniques ayant été établis à partir des fonds de plans architectes au stade intermédiaire sont parfois moins renseignés ou définis que les plans définitifs de l'appel d'offres, l'entrepreneur aura à consulter systématiquement à la fois les plans techniques pour leurs principes et spécifications et les plans architectes qui seuls définissent les dispositions dites architecturales : volumes des locaux, implantations des divers ouvrages non mentionnés sur les plans techniques.

Du fait de la remise de son offre, chaque entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier. Une visite du site sera obligatoire avant la remise de l'offre.

Pour tel lot, il ne peut se prévaloir d'une omission dans les pièces écrites dudit lot ou celles d'un autre lot. Cet ouvrage ou partie d'ouvrage est dû et exécuté par l'entrepreneur spécialiste pour lequel l'ouvrage ou la partie d'ouvrage est traditionnellement du ressort et réalisé par analogie avec les ouvrages ou parties d'ouvrages décrits.

En conséquence et d'une façon générale, chaque entrepreneur doit tous les travaux, fournitures et prestations même non désignés, nécessaires à une exécution normale et parfaite, au sens habituel du terme et des règles de l'art, chaque entrepreneur étant réputé avoir une connaissance de l'ensemble du dossier et avoir compris dans ses prix les incidences des autres lots ses propres travaux.

Par ailleurs, toutes les démarches administratives ou d'agrément techniques de documents auprès des services publics ou concessionnaires sont à la charge de l'entrepreneur.

L'entreprise aura à sa charge les demandes d'autorisation d'installation temporaire sur la voirie auprès de la commune, que cela soit pour la mise en place d'installation de chantier ou pour des installations temporaires dans le cas de livraisons d'ouvrage (par exemple levage de matériaux dans les étages, etc).

2.3 Sujétions diverses comprises dans les prix

Tous les prix remis comprennent la valeur de toutes les sujétions et prescriptions telles qu'elles résultent des différents documents :

- Contractuels, lois, décrets, arrêtés et leurs circulaires d'application régissant la construction,
- De la situation des locaux,
- Des exigences du calendrier d'exécution, du respect des règles de sécurité édictées par le Ministère du Travail ou autre organisme de prévention,
- D'accidents du travail,
- De l'observation des avis formulés par le Maître d'Œuvre et les bureaux d'études techniques

Aucun supplément n'est admis pour respect et mise en conformité aux documents, règles et avis précités parus à la date de signature du marché.

En conséquence, l'adoption d'un prix unitaire, pour le règlement des travaux supplémentaires comprend ces sujétions et ne peut être affectée d'autre plus-value quelle qu'en soit la quantité ou la situation de l'ouvrage pour lequel elle est appliquée.

Les frais engendrés par le préchauffage des locaux seront à la charge de chaque entreprise. A ce titre les entreprises peuvent mettre en place un compte interentreprises qu'elles géreront elles-mêmes, indépendamment du compte prorata.

2.4 Etablissement des quantités, des détails estimatifs

Les prix du marché sont des prix FORFAITAIRES. Ils sont établis par les entrepreneurs, sous leur responsabilité. Les quantités et les prix établis par l'entrepreneur tiennent compte des fournitures, de la main-d'œuvre et de toutes les sujétions énumérées dans l'article correspondant au C.C.T.P., des différentes charges imposées par les différents documents contractuels.

Le cadre de bordereau et la définition des ouvrages de la Maîtrise d'Œuvre doivent être impérativement contrôlés et complétés au stade de l'étude de prix par l'entrepreneur. Après la signature du marché, aucune réclamation ne sera admise.

Par ailleurs, il est précisé que les dispositions relatives aux installations de chantier et compte prorata sont celles définies au C.C.T.P. et dans le présent chapitre pour certains points spécifiques. Ces dispositions seront conformes à la norme FNOR NF P 03 001.

2.5 Plans d'exécutions et de fabrication, détails de mise en œuvre, schéma, etc.

Les plans d'exécution, détails de fabrication, d'atelier et de chantier seront réalisés par chaque entrepreneur et remis en temps utile et pendant la période de préparation pour permettre la coordination avec les autres corps d'état.

Ils seront remis en 3 exemplaires minimum : pour l'architecte, pour le bureau d'études, et pour le bureau de contrôle ; avec exemplaire supplémentaire pour les intervenants intéressés (acousticien, AMO...). Les entreprises devront fournir un état des diffusions (dates et destinataires) et visas en retour.

Ces détails consistent en l'établissement des nomenclatures, détails d'assemblages, produits, fenêtres, tableaux électriques, colliers de fixation, couvertures, etc.

Avant le lancement des fabrications en atelier ou de réalisation sur le chantier, il appartiendra à l'entreprise de vérifier toutes les cotations des plans ou des ouvrages dans lesquels viendront se fixer ou s'insérer ses prestations.

L'entrepreneur reste responsable des cotations.

Il doit avertir la Maîtrise d'Œuvre de toutes les erreurs et défauts constatés qui ne seraient pas dans les tolérances et qui entraîneraient une gêne pour la bonne mise en œuvre de ses prestations ou une mauvaise coordination d'exécution. Le contrôle des dimensions sur le site s'effectuera au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution.

2.6 Période de préparation

La période de préparation a une durée de 3 semaines y compris dossier d'exécution qui aura lieu avant la fermeture estivale du CNSAD en juillet/août.

Le démarrage de la période de préparation prendra effet à date de signature des OS de démarrage par les entreprises.

Cette période est prévue pour que les entreprises s'organisent en vue de l'exécution des travaux. Elle permettra aux entreprises :

- De réaliser les installations de chantier : salles de réunions, sanitaires, douches, réfectoires, travaux préparatoires, etc.,
- Permettre aux entreprises de contrôler toutes les prestations et en particulier, les fournitures, de réaliser les plans de fabrication et de détails et d'effectuer toutes les demandes nécessaires à la réalisation de leurs ouvrages :
 - Coordination avec les autres corps d'état,
 - Délais de livraison,
 - Particularités de réalisation,
 - Percements, réservations, scellements, taquets, feuillures, etc.

Au démarrage de la préparation de chantier, l'entreprise fournira au maître d'œuvre un planning précis concernant les ouvrages pour lesquels il est attributaire, ce planning intégrera :

- Les temps d'études,
- Les temps de fabrication et d'approvisionnement,
- Les temps d'exécution des ouvrages.

La période de chantier est estimée à 3 mois et débutera fin août, après la fermeture estivale du CNSAD en juillet/août.

2.7 Demandes diverses

Les entreprises devront prévoir un délai suffisant pour les demandes diverses qui concernent d'une part, les installations provisoires de chantier et d'autre part, les démarches et réceptions des installations définitives projetées.

2.8 Marques – échantillons – prototypes

Toutes les marques de produits citées dans le présent C.C.T.P. le sont pour déterminer la qualité, l'esthétique recherchée, la résistance et l'usage des produits et matériels avec les garanties en découlant.

L'entrepreneur ne pourra proposer des produits équivalents qu'à la condition de respecter tous les critères de similitude du produit et ne pourra mettre en cause la décision du Maître d'Œuvre pour prétendre à des suppléments de délais ou de prix pour mettre en place les produits désignés au C.C.T.P. Une réunion générale de présentation des échantillons sera organisée. En aucun cas, l'entrepreneur ne mettra en œuvre des produits n'ayant pas préalablement eu l'accord conjoint de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'Œuvre et du Bureau de Contrôle.

En ce qui concerne la mise en œuvre, pour celles qui sont particulières, l'entrepreneur effectuera tous les prototypes d'ouvrage ou de mise en œuvre qui lui seront réclamés par la Maîtrise d'Œuvre et le Bureau de Contrôle.

Les frais occasionnés par ces présentations sont à la charge de chaque entrepreneur.

2.9 Vérifications techniques

Les entreprises devront fournir le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :

- L'identification du responsable des vérifications techniques,
- Les procédures de vérification de la validité des documents établis,
- Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés,
- La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc.) ; ces fiches de vérification seront à nous transmettre.

3 PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA COORDINATION INTERENTREPRISES

3.1 Coordination des travaux

Marchés en corps d'état séparé, la coordination de travaux sera réalisée par la maîtrise d'œuvre.

Il n'y aura pas de compte prorata. Mais si besoin et en cas de litiges, la maîtrise d'ouvrage pourra mettre en place l'ouverture d'un compte inter-entreprise.

3.2 Réservations – percements dans le neuf et l'existant

Percements dans éléments existants et neufs : non porteurs

Chaque entreprise concernée réalisera elle-même ses percements nécessaires, calfeutrements et rebouchages. Elle utilisera des matériaux compatibles avec ceux déjà en place et en fonction des revêtements (degré coupe-feu et étanchéité de la paroi traversée à respecter).

3.3 Réception des supports

Il appartient à chaque corps d'état de veiller à la bonne exécution des travaux et des supports sur lesquels ses ouvrages viennent s'adapter.

Il devra, durant l'exécution des travaux, faire part de ses observations à l'entreprise concernée ainsi qu'à la Maîtrise d'Œuvre.

Les limites de tolérances admissibles, si elles ne sont pas normalisées, seront définies avant le démarrage de l'exécution des tâches.

En aucun cas, les entrepreneurs ou leurs sous-traitants, ne pourront prétendre à des suppléments pour l'exécution de leur marché sur des supports inadaptés. A la demande des entrepreneurs, le Maître d'Œuvre servira d'arbitre et participera à la réception des supports.

En ce qui concerne les existants, les supports sont supposés connus des entreprises. Il ne sera pas admis de réclamation.

3.4 Fermeture provisoire du chantier

La mise en place de canons provisoires avec fourniture de clés à toutes les entreprises, au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre permettra d'assurer l'accès au chantier. Cela peut se faire par mise à disposition d'un jeu de clés.

Chaque porte devra fermer à clé ou être facilement condamnable. Les canons définitifs des portes manuelles devront être mis en place la veille de la réception et les clés remises au Maître d'Ouvrage le jour de la réception.

Une entreprise sera désignée responsable de la fermeture du chantier et de l'entretien du chantier par phase de travaux.

3.5 Evacuation des gravats – traitement des déchets

Le marché en corps d'état séparé, chaque entreprise aura à sa charge l'évacuation quotidienne de ses

gravats.

Compte tenu des contraintes du chantier, chaque entrepreneur aura à charge l'évacuation de ces déchets et gravats quotidiennement.

Lorsqu'une entreprise intervient seul sur le chantier pour une durée déterminée, il est admis qu'elle puisse stocker sur site ses gravats.

L'opération sera conforme aux exigences du règlement sanitaire départemental et devra être gérée suivant la rigueur d'une opération ayant pour objet une démarche HQE. La gestion de déchets de chantier est réglementée et en particulier soumise à la loi du 13/07/92. Tous les déchets doivent être dans la mesure du possible recyclés ou retraités, seuls les déchets ultimes pouvant être envoyés dans une décharge.

Les entreprises veilleront à trier leurs déchets :

- Déchets inertes : gravats, terre, sable, béton, brique, tuile, céramique, etc. Ils seront évacués dans des installations de classe 3,
- Déchets banals : palettes, bois, papier, cartons, plastiques, ferrailles, verre, plâtre, etc. Ils seront évacués dans des installations de classe 2 ou, si possible, envoyés chez un incinérateur agréé. Sous certaines conditions, le plâtre pourra être évacué en tant que déchet inerte,
- Déchets d'emballage : ils seront soit valorisés, soit enlevés par les services de collecte de déchets ménagers des communes, soit considérés comme des déchets banals,
- Déchets industriels spéciaux : flocages d'amiante, peintures, colles, emballages souillés, hydrocarbures, terres polluées, etc.
Ils seront emballés séparément, de manière étanche, étiquetés, accompagnés d'un bordereau de suivi et enlevés par une entreprise de transport spécialisée. Ils sont destinés aux centres de stockage de classe I.

Les entreprises doivent des BSD et reporting du taux de valorisation.

3.6 Nettoyages - gravats

Le chantier sera maintenu propre en " permanence " durant toute la durée de l'exécution, NETTOYAGE QUOTIDIEN.

Chaque entreprise aura à sa charge les nettoyages de ses espaces de travaux, de ses propres ouvrages et l'évacuation des gravats lui incombant. Sachant que les travaux spécifiques seront réalisés dans des espaces livrés (avec potentiellement des levées de réserves mineures réalisés en parallèle par le bailleur).

A défaut, le nettoyage sera réalisé et les frais seront retenus sur la situation de travaux de l'entreprise responsable. Le nettoyage de la voirie sur la périphérie du chantier sera permanent.

4 PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES OUVRAGES

4.1 Protection des existants

L'entreprise devra dans le cadre de son marché, la réalisation de toutes les protections nécessaires à préserver les existants des chocs et de la poussière ou des salissures.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour que les protections soient efficaces et permanentes et qu'elles soient entretenues.

Elles seront prévues sur tous les ouvrages conservés ou au droit des séparations de la zone de chantier et de ou des zones qui ne sont pas en chantier.

Elles seront adaptées aux ouvrages, le type de protection sera soumis à l'approbation de la Maîtrise d'Œuvre.

4.2 Protection des ouvrages mis en œuvre jusqu'à la réception

Les entrepreneurs ou les sous-traitants sont tenus pour responsables de leurs ouvrages et en doivent la protection jusqu'à la réception.

Il est précisé que :

- Les détériorations par "manque de protection" constatées en cours de chantier sont réparées ou remplacées par et aux frais de l'entrepreneur responsable de la prestation, à charge par lui de se faire couvrir par son assurance,
- Les détériorations causées par les effets atmosphériques sont réparées par et aux frais de l'entrepreneur dont les ouvrages ont été détériorés, à charge par lui de se faire couvrir par son assurance ?
- Les détériorations causées par des tiers, sont réparées aux frais du compte prorata conformément à la convention de l'office des B.T.P., édition septembre 1995.
- L'entrepreneur est responsable des matériaux et matériels qu'il approvisionne et de ses outils de chantier. Ils sont couverts par une assurance Responsabilité Civile.
- Le remplacement des matériaux et matériels posés et disparus par vol est assuré par l'entrepreneur dont les matériaux et matériels ont disparus. Les frais entraînés par ce remplacement sont supportés par lui.
- En outre, il est précisé que l'entrepreneur est tenu pour responsable des dommages causés à l'aspect des parements apparents des ouvrages destinés à rester bruts. En conséquence, il veille à ce que la main-d'œuvre employée par lui sur le chantier n'exécute pas sur ces parements de graffiti, épaufrures, gravures ou autres. Tout manquement à cette clause, non réparable sans porter préjudice à l'aspect de l'ouvrage, est sanctionné par la démolition et la réfection de l'ouvrage incriminé aux frais de l'entrepreneur responsable de la dégradation.

Toutes ces réparations, remises en état, remplacements, quoique étant exécutés pendant le délai contractuel d'exécution, ne peuvent entraîner d'augmentation audit délai.

En aucun cas, les frais résultants de l'application du présent article ne peuvent être imputés au Maître d'Ouvrage.

D'une façon générale, les protections des ouvrages désignés ci-après sont obligatoires pour tous les ouvrages finis, céramiques, sanitaires, briques, peinture, sols souples, béton brut, etc. sans que cette énumération soit exhaustive.

5 PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA RECEPTION DES TRAVAUX

5.1 Essais de matériaux et de mise en œuvre

Chaque entreprise aura à sa charge la réalisation des essais d'autocontrôles des matériaux et de mise en œuvre.

Ces essais seront effectués soit à l'initiative de l'entreprise, soit à la requête de la Maîtrise d'Œuvre ou du Bureau de Contrôle.

Ces essais seront effectués par des organismes réputés et agréés officiellement comme tels. Ils seront choisis par l'entreprise. Le nombre des essais n'est pas limitatif.

Les frais entraînés par ces essais seront à la charge des entreprises.

Pour tous les lots ou chapitres techniques ci-après, les essais AQC seront obligatoires.

Ces essais sont définis dans le document édité en novembre 1998. Par ailleurs, tous les essais préconisés dans les DTU seront réalisés par les entreprises :

- RA : Réseaux d'alimentation en eau
- RE : Réseaux d'évacuation
- CH : Chauffage
- PB : Plomberie sanitaire
- VM : Ventilation mécanique
- CA : Conditionnement d'air
- EL : Installations électriques

Les PV seront à fournir au moins 8 jours avant la réception des travaux.

Tous les procès-verbaux d'essais de comportement au feu des matériaux seront obligatoirement produits avant toute mise en œuvre. Au moment de la réception, un recueil de ces procès-verbaux sera remis en trois exemplaires pour demander la conformité des ouvrages.

5.2 Dossiers des ouvrages exécutés et dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages

En fin de travaux, avant réception des ouvrages, les entreprises séparées remettront d'une part, le dossier des ouvrages exécutés concernant leur marché.

Chaque dossier des ouvrages exécutés comportera :

- les documents graphiques (plans, détails, photos, etc.),
- la liste des matériels et matériaux mis en œuvre avec leurs caractéristiques techniques,

- les fiches de garantie, des matériels et produits,
- les notices d'utilisation et de fonctionnement,
- les préconisations d'entretien.

Ces documents seront dus par toutes les entreprises y compris leurs sous-traitants. Ils seront remis en 1 exemplaire papier à destination du maître d'ouvrage et 1 version dématérialisée à destination du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

5.3 Assistance à la réception des ouvrages

Pour assister le Maître d'Ouvrage dans les opérations de réception, il sera mis à sa disposition des ouvriers pour accompagner le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre pendant toute la période que dureront les réceptions.

Les entreprises prévoiront également une assistance particulière pendant les deux premiers mois suivant la mise en service.

Les réceptions seront réalisées par lot et non à la fin du chantier. Les réceptions des installations seront prononcées en fonction du planning chantier.

5.4 Garantie de l'entreprise

La période garantie porte sur un an à compter de la date de réception (garantie pièces et main-d'œuvre).

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder pendant la période de garantie à toutes nouvelles séries d'essais qu'il juge nécessaires après avoir averti l'entreprise en temps utile.

Durant cette période, l'entreprise est tenue de remédier à tous désordres nouveaux, y compris dans les menus travaux, elle doit procéder à ses frais (pièces et main-d'œuvre) au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.

Toutefois, cette garantie ne couvre pas :

- Les réparations qui seront les conséquences d'un abus d'usage ;
- Les dommages causés par les tiers.

5.5 Contrôle en fin de période de garantie

La liste des anomalies liées au bon fonctionnement de l'installation sera fournie par la Maîtrise d'Ouvrage à la Maîtrise d'Œuvre afin que cette dernière puisse en informer l'entreprise deux mois avant la fin de sa garantie.